



A R R E S T
DU CONSEIL D'ESTAT
DU ROY,

*Concernant la retrocession faite à Sa Majesté
par la Compagnie des Indes, de la concession
de la Loüisiane & du pays des Illinois.*

Du 23. Janvier 1731.

Extrait des Registres du Conseil d'Estat.

SUR la Requête présentée au Roy par
les Directeurs & Syndics de la Compagnie
des Indes, à ce dûement autorisez par deli-
beration de ladite Compagnie du 22. Janvier

A



dernier, tendante à ce qu'il plust à Sa Majesté
 accepter la retrocession de la concession de la
 Province de la Louïsiane, & du pays des Sau-
 vages Illinois, pour estre réunis & incorporez
 à son Domaine, ensemble la retrocession du
 privilege exclusif du commerce de ladite Co-
 lonie, en le déclarant libre à tous ses Sujets; à
 quoy desirant pourvoir. Oüy le Rapport du
 Sieur Orry Conseiller d'Estat, & ordinaire au
 Conseil Royal, Controlleur general des Fi-
 nances, SA MAJESTÉ ESTANT EN SON
 CONSEIL; a accepté & accepte la retroces-
 sion à Elle faite par les Syndics & Directeurs
 de la Compagnie des Indes, pour & au nom
 de ladite Compagnie, de la propriété, Seigneu-
 rie & Justice de la Province de la Louïsiane,
 & de toutes ses dépendances, ensemble du
 pays des Sauvages Illinois, laquelle concession
 luy avoit esté accordée à temps ou à perpe-
 tuité, par les Edits & Arrests des mois d'Aoust
 & Septembre 1717. May 1719. Juillet 1720.
 & Juin 1725. pour estre ladite Province réunie
 au Domaine de Sa Majesté; ensemble de tou-
 tes les Places, Forts, Bastiments, Artillerie,
 Armements, & Troupes qui y sont actuelle-
 ment. Accepte pareillement la retrocession du
 privilege du commerce exclusif que ladite
 Compagnie faisoit dans cette concession; au

3
moyen de quoy Sa Majesté declare le commerce de la Louïsiane libre à tous ses Sujets, sans que la Compagnie en puisse estre chargée à l'avenir, sous quelque pretexte que ce soit: Maintient, Sa Majesté, ladite Compagnie dans les droits qu'elle a contre ses debiteurs de ladite Province; qu'elle luy permet d'exercer quand & comme elle le jugera à propos. Et seront pour l'exécution du present Arrest toutes Lettres nécessaires expédiées. FAIT au Conseil d'Estat du Roy, Sa Majesté y estant, tenu à Marly le vingt-troisieme Janvier mil sept cens trente-un. *Signé* PHELYPEAUX.

A P A R I S,
DE L'IMPRIMERIE ROYALE,

M. D C C X X X I.